

Comment sortir du capitalisme ? Vers un socialisme civil

La crise actuelle est une crise majeure du capitalisme, telle que celui-ci en a connu à la fin du XIX^e siècle et dans les années 1930. Il faut avoir conscience que nous n'en sommes qu'au début, que d'autres effondrements majeurs, bancaires, industriels et monétaires, sont devant nous, et surtout une période de dépression économique longue. Suite à la crise bancaire provoquée au début des années 1990 par l'éclatement d'une bulle immobilière, le Japon a connu quinze années de stagnation alors même que son économie était tirée par les exportations vers la Chine et les USA. Aujourd'hui la crise est planétaire, il n'y a plus nulle part où exporter. Elle ouvre une période de grands dangers, mais aussi de grandes opportunités: comme le disait l'historien Immanuel Wallerstein dans une récente interview, « nous sommes dans une période, assez rare, où la crise et l'impuissance des puissants laissent une place au libre arbitre de chacun : il existe aujourd'hui un laps de temps pendant lequel nous avons chacun la possibilité d'influencer l'avenir par notre action individuelle », et surtout, ajouterai-je, par notre action collective.

Le néolibéralisme ne survivra sans doute pas à cette crise, ce sera le premier point que je développerai. Mais c'est une autre affaire pour ce qui concerne le capitalisme. Wallerstein suggère un scénario noir – « un système d'exploitation encore plus violent que le capitalisme » – mais on peut penser à un autre scénario, aussi vraisemblable mais guère plus réjouissant, celui d'un « capitalisme dictatorial et xénophobe », ou bien d'une « écodictature », comme l'écrivait André Gorz dans un texte écrit peu avant sa mort.

Ce texte remarquable s'intitulait « La sortie du capitalisme a commencé » - et c'est mon second point. En effet, si l'on veut éviter le scénario noir, j'essaierai de montrer qu'il est plus réaliste d'envisager une sortie du capitalisme que d'en rechercher un nouveau mode de régulation, un « néo-keynésianisme vert mondial », qui conserverait les traits essentiels du capitalisme, en particulier l'orientation de l'économie en fonction du seul impératif du profit. Dans une troisième partie j'ébaucherai une stratégie de sortie du capitalisme et d'affirmation d'un nouveau mode d'organisation de la société qu'on pourrait qualifier – en empruntant ce terme à l'économiste Bruno Théret - de « socialisme civil ».

1. Pourquoi le néolibéralisme ne se relèvera pas

Le néolibéralisme repose sur quatre piliers: la libre circulation des marchandises et des capitaux (l'utopie de la « liquidité » parfaite), la privatisation généralisée, la flexibilité du travail, le pouvoir absolu des actionnaires dans l'entreprise. Il a donné lieu à une vague d'innovation financière qui a échappé à tout contrôle. La finance mondiale a monstrueusement proliféré et se trouve aujourd'hui en voie d'implosion. Par la précarisation et la mise en concurrence des salariés du monde entier, le néolibéralisme a permis aux actionnaires de confisquer les gains de productivité: mais pour préserver la dynamique de la consommation, le système a dû recourir à l'empilement inconsidéré de dettes publiques et privées. L'épisode des subprimes n'est que le sommet de ce château de cartes qui ne pouvait à terme que s'effondrer. Nous y sommes.

Le néolibéralisme est un modèle de société, mais un étrange modèle puisqu'il est fondamentalement antisocial. Il repose sur l'hypostase de l'individu égocentrique qui fait advenir l'intérêt général par la libre poursuite de son intérêt particulier. Il prône la soumission de la société à l'économie (« there is no such thing as society », « la société ça n'existe pas », disait Margaret Thatcher), la dissolution généralisée des collectifs et des solidarités sociales. Le capitalisme a toujours eu tendance à détruire les formes traditionnelles de socialisation, mais les sociologues classiques espéraient que la division du travail ou la démocratie introduiraient des formes

alternatives de socialité. Or le néolibéralisme, qui est comme le dit Michel Husson un « pur capitalisme », où la logique capitaliste est libérée de toute entrave, ne porte aucune forme nouvelle de solidarité sociale. La liquidité totale du capital débouche sur la liquidation de la société. Prenons l'exemple de la monnaie, l'une des institutions de base de nos sociétés marchandes: jusqu'à présent elle était nécessairement adossée à un Etat, à une souveraineté. L'essor d'un marché financier mondialisé parfaitement fluide, et en particulier la généralisation des produits dérivés, permet en théorie de construire des équivalences entre tous les titres financiers. Des économistes américains ont analysé ce phénomène inédit comme une tentative de construire une monnaie mondiale privée, sans Etat mondial. L'effondrement actuel est celui de cette chimère théorique. La crise financière actuelle pourrait d'ailleurs bien culminer dans une crise monétaire, un effondrement du dollar, aux conséquences désastreuses pour tous.

Dans les années à venir les Etats et donc aussi les contribuables vont être appelés à renflouer un système financier et productif en déroute: les banques et l'automobile, puis la plupart des secteurs, vont être frappés par de gigantesques faillites qu'on ne pourra repousser (peut-être) que par des injections massives d'argent public, l'explosion des déficits des Etats et/ou l'activation massive de la planche à billets. L'idéologie néolibérale ne s'en remettra pas. La période de crise sociale et politique qui s'ouvre sera si profonde que les piliers du néolibéralisme ne seront plus politiquement défendables, du moins à l'intérieur de la légalité institutionnelle.

2. Pourquoi il faut sortir du capitalisme

Que signifierait alors instaurer un nouveau mode de régulation du capitalisme ? Restreindre politiquement le déploiement de la logique du profit; viser un keynésianisme vert mondial. Il faudra bien sûr soutenir toute tentative sincère en ce sens (qu'on ne voit pas encore poindre, il faut le reconnaître, quand on lit la récente déclaration du G20, simple réaffirmation incantatoire des principes du néolibéralisme). Mais cette voie me semble peu réaliste pour quatre raisons au moins:

- « réguler » c'est reculer pour mieux sauter : c'est vouloir domestiquer le pouvoir du capital sans porter atteinte aux sources de sa puissance. Tant que les détenteurs de capitaux disposeront du pouvoir de décision économique, il n'auront de cesse de coloniser la sphère politique, de reconquérir l'hégémonie idéologique (par leur domination totale sur les mass médias) et de diviser les mouvements sociaux, jusqu'à défaire les règles un moment concédées. C'est la contradiction fondamentale des sociétés capitalistes, entre une sphère politique où un homme vaut en théorie une voix, et une sphère économique où le pouvoir réside dans l'argent. D'accord, dira-t-on, mais si une régulation du capitalisme permet de le civiliser pendant quelques décennies, c'est toujours bon à prendre... Sauf que ce programme ne permet pas de répondre aux trois urgences sociale, écologique et démocratique.
- l'urgence sociale: le coût de la sortie capitaliste de crise par renflouement de la finance sera exorbitant pour les populations, au Nord et encore plus au Sud. Sauf à supposer que les gouvernements redistribuent les richesses grâce à une fiscalité confiscatoire sur les hauts revenus et les gros patrimoines. Mais cela supposerait un tel renversement des rapports de force sociaux que le système capitaliste lui-même y survivrait difficilement: si les mouvements sociaux sont capables d'imposer une redistribution radicale des richesses, pourquoi s'arrêter en si bon chemin et ne pas redistribuer aussi le pouvoir de décision économique.
- l'urgence écologique: l'humanité ne peut plus se permettre un nouveau cycle de croissance capitaliste, même keynésien. Le capitalisme suppose l'accumulation et la croissance indéfinies, la marchandisation de la nature et des relations humaines; or il nous faut organiser rapidement une forte décroissance des consommations énergétiques, des émissions de GES et des pollutions chimiques, une forte réduction du temps de travail. Le capitalisme ne sait pas faire ça – ou il ne le fera que sous la pression d'un mouvement social qui menacerait son existence même.
- l'urgence démocratique, enfin: comme le dit Wallerstein, « les maîtres du système vont tenter de trouver des boucs émissaires à l'effondrement de leur hégémonie ». Certes l'élection d'Obama est

une bonne nouvelle, mais la dérive sécuritaire, xénophobe et guerrière pourrait fort bien reprendre et s'aggraver en cas d'échec – probable - des projets de réforme cosmétique du système aujourd'hui en débat. N'oublions pas que la crise de 29 a directement causé la guerre. Pour sauver ce qui reste de démocratie politique, il faudra imposer la démocratie économique, c'est-à-dire remettre en cause le pouvoir censitaire des actionnaires.

Non seulement il faut se préparer à sortir du capitalisme, mais cela va devenir une question politique d'actualité dans les années à venir. On peut anticiper la montée d'une profonde colère sociale devant le cynisme des élites économiques et politiques néolibérales (et social-libérales). Que nous proposent-elles en effet ? Après trois décennies qui ont vu la stagnation ou la baisse du niveau de vie général, et l'enrichissement scandaleux d'une infime minorité, les peuples devraient maintenant supporter non seulement le chômage et la misère de masse, mais encore un détournement massif des ressources publiques pour renflouer le système financier et les grands groupes capitalistes. Le philosophe Axel Honneth, le successeur de Jürgen Habermas à Francfort, nous explique que les mouvements sociaux trouvent de façon très générale leur source non pas tant dans des conflits d'intérêts matériels que dans l'expérience du déni de reconnaissance, du mépris social. Nous entrons sans doute dans une ère où l'expérience du mépris va percuter de plein fouet des millions de gens. Les luttes sociales se dérouleront bien sûr dans les entreprises (malgré le chômage et la précarité qui vont s'aggraver), mais aussi et surtout dans la rue, autour des banques, des sièges sociaux, des Bourses, à l'occasion des expulsions de locataires, de salariés occupant leur entreprise, de sans papiers... On peut aussi parier sur l'émergence de pratiques alternatives d'entraide, de survie, d'expérimentation, comme on l'a vu au Brésil ou en Argentine après des effondrements économiques : coopératives, systèmes d'échange locaux, etc. Pour éviter que la colère sociale soit détournée vers les habituels boucs émissaires, il faudra à la fois – j'y reviendrai - un puissant mouvement d'auto-organisation de la société, et l'irruption de nouvelles forces politiques dans les institutions pour y mener des politiques de transformation sociale.

3. Comment sortir du capitalisme ?

Si la question de la sortie du capitalisme est posée, comment y répondre ? Le mouvement ouvrier a buté sur trois problèmes clés: le sujet de cette transformation (la classe ouvrière ? le prolétariat ? le salariat ?), son rythme (réforme ou révolution ?) et sa méthode (par en haut ou par en bas, l'Etat ou l'autorganisation sociale ?).

Concernant le sujet de la transformation sociale, très brièvement, je me contenterai de dire qu'on ne peut plus le concevoir comme une seule classe sociale, mais comme une convergence de forces sociales très diverses pour défendre et promouvoir les intérêts de la société dans son ensemble, contre les logiques mortifères du capital et de la guerre. On peut parler du « bloc social altermondialiste », cette alliance non-classiste qu'on voit émerger dans les forums sociaux, entre mouvements ouvrier, écologiste, paysan, féministe, indigène, pacifiste, de solidarité internationale, etc..., bref, entre de multiples composantes de la société civile, qui expriment, comme le disait Karl Polanyi, la résistance de la société face à l'utopie du Grand Marché autorégulateur.

Concernant le rythme de la transformation sociale: la révolution ne peut plus être pensée sur le modèle du Grand Soir. On ne basculera pas d'un coup de la société actuelle dans une autre après un bref épisode révolutionnaire. D'abord parce qu'il n'existe pas aujourd'hui de projet socialiste (ou décroissantiste...) prêt à porter. Ensuite et surtout parce que la leçon majeure de l'échec du léninisme – et même du marxisme à cet égard - , c'est que le socialisme n'est pas l'enfant naturel du capitalisme, le fruit spontané de ses contradictions. Comme disait Gramsci le changement de société suppose une longue guerre de positions. Dans cette guerre de positions le bloc social alternatif (altermondialiste en l'occurrence) conteste l'hégémonie sociale du bloc capitaliste (néolibéral). Il construit lui-même, pas à pas, son programme, ses institutions alternatives, son hégémonie idéologique, au plan économique et politique. Il n'y a pas de chemin tracé, de modèle à appliquer, mais une longue période de création et d'innovation sociale, comme l'a été d'ailleurs l'émergence du capitalisme. Cela ne veut pas dire qu'une crise révolutionnaire – une « guerre de

mouvement » - pourra être évitée (on l'a vu en 1789). Mais elle ne viendra, éventuellement, qu'après une phase de maturation qui pourrait durer plusieurs décennies. Nous ne pouvons pas écrire l'Histoire à l'avance, mais l'année 2008 marque probablement l'entrée dans cette « guerre de positions » entre deux blocs sociaux antagoniques en lutte pour l'hégémonie.

Le troisième point clé est celui de la méthode de la transformation sociale. Dans le mouvement ouvrier, les marxistes (généralement étatistes) s'opposaient aux libertaires (plutôt basistes). (Bien sûr c'est plus complexe, Rosa Luxemburg, Gramsci ou les autogestionnaires se sont démarqués d'une vision étatiste). Il importe d'affirmer que la stratégie de transformation sociale doit marcher sur les deux jambes de l'intervention publique et de l'autonomie populaire. Pour des raisons que je ne développerai pas ici, mais qui tiennent à l'inévitable tendance à l'émancipation des représentants vis à vis de leurs mandants, l'Etat est un outil mais aussi un obstacle; il est autant un problème qu'une solution. La conquête du pouvoir politique est donc une nécessité mais les mouvements sociaux doivent conserver toute leur autonomie pour mettre la pression sur les élus, même les plus progressistes.

Il faut donc à la fois un programme politique qui prépare un dépassement du capitalisme en organisant l'intervention du plus grand nombre dans toutes les sphères de la société, dans l'économie mais aussi dans l'ETAT. Mais il faut en même temps que prolifèrent les initiatives des mouvements sociaux et l'auto-organisation de la société civile.

Commençons par le programme de mesures politiques. Au plan économique on peut énumérer un certain nombre de changements des règles du jeu qu'une gauche de transformation sociale devrait porter dans le débat politique au plan régional, national, européen et mondial, et commencer à mettre en oeuvre là où c'est possible (là je vous propose une liste de 11 orientations):

- socialiser le système bancaire: l'entrée à reculons de l'Etat dans le capital des banques vise à redresser le système pour le rendre aux actionnaires privés. Il faut au contraire que les pouvoirs publics – au niveau régional, national ou européen selon les cas - assument la propriété des banques et associent à leur gestion les salariés, les organisations syndicales, les associations d'usagers, de défense de l'environnement, etc. Il doit s'agir non pas d'une étatisation mais d'une appropriation sociale, je préfère dire d'une « socialisation ». (Le même principe devra être appliqué à l'ensemble des services publics, et aux grands groupes en faillite). La monnaie et le crédit doivent être désormais considérés comme des biens publics, trop importants pour être laissés entre les mains irresponsables de leurs actionnaires. Les Banques centrales doivent revenir sous contrôle politique et pouvoir prêter aux pouvoirs publics pour financer les investissements publics.
- réorienter les investissements publics et privés, notamment par une politique du crédit: les taux d'intérêt doivent être modulés en fonction de l'utilité sociale et écologique des productions
- redistribuer les richesses: réformer la fiscalité, frapper les hauts revenus et patrimoines, instaurer un revenu garanti de haut niveau, décréter un revenu maximum (Roosevelt avait augmenté le taux marginal d'imposition jusqu'à 94% en 1945)
- définancieriser les entreprises : réduire la liquidité des marchés financiers (réglementation, taxes globales sur les transactions financières), réserver le droit de vote aux actionnaires stables, réduire le financement sur les marchés, voire fermer les Bourses, facteur majeur d'instabilité, qui prélèvent plus de ressources qu'elles n'en apportent aux entreprises
- démocratiser le pouvoir dans l'entreprise: instaurer un droit de veto des comités d'entreprises sur les décisions en matière d'emploi et d'investissement, élargir les CE aux sous-traitants et aux autres parties prenantes, favoriser la reprise des entreprises par leurs salariés
- développer des services publics démocratiques et décentralisés, dans le domaine du logement, des transports, de la dépendance, ..., pour étendre l'accès aux droits sociaux et la sphère de la gratuité

- réduire la précarité de l'emploi par une sécurité sociale professionnelle
- favoriser la consommation responsable: développer un système public d'information sur la qualité sociale et environnementale des productions, avec obligation de transparence de la part des entreprises, sous contrôle des comités d'entreprise élargis
- refonder la construction européenne, pour une harmonisation dans le progrès des conditions sociales et environnementales, pour une fiscalité européenne sur le capital et les émissions de GES, un réel budget de l'Union et un programme européen d'investissements dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables, à hauteur de 5% du PIB
- refonder le commerce international, pour un système d'échanges solidaires, une taxe kilométrique mondiale favorisant la relocalisation des productions
- refonder le système monétaire international, négocier un nouveau Bretton Woods dans la lignée des propositions de Keynes et de la Charte de la Havane votée par l'ONU en 1948 (qui créait une monnaie mondiale et interdisait les déséquilibres commerciaux)

En même temps il faudra changer les règles du jeu politique, accroître le contrôle citoyen sur les institutions, viser la démocratisation de l'Etat: là je suggère 5 orientations

- limiter l'autonomie des représentants (non cumul, durée maximale, référendum révocatoire, rémunération des élus égale au revenu moyen, remplacer le Sénat par une Chambre des citoyens tirée au sort...)
- développer les procédures de démocratie directe (budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...)
- développer la démocratie délibérative (conférences de citoyens...)
- limiter l'emprise des grandes fortunes sur les médias, instaurer un soutien public aux médias alternatifs et citoyens
- soutenir les initiatives d'auto-organisation citoyenne dans l'économie, la culture, l'éducation populaire, ...

Car la deuxième jambe de la transformation sociale, c'est le développement de l'autonomie populaire, de l'intervention directe des citoyens dans les affaires économiques et politiques: je propose ici quatre axes de lutte

- contrôle citoyen sur les entreprises (consommation responsable, boycotts, alliances ONG/syndicats...); ainsi dans les mois et années à venir je pense qu'une alliance entre les syndicats des banques et les associations (usagers, chômeurs, mal logés, écologistes, Attac...) serait décisive pour porter l'exigence d'une socialisation démocratique du système bancaire, en faisant pression sur les pouvoirs publics et les directions des banques pour une nouvelle politique du crédit
- développement de réseaux économiques solidaires, de « zones libres », affranchies de l'emprise du capital : commerce équitable, réseaux de production et d'échanges locaux, coopératives, entreprises sociales ... ce que Diane Elson, une économiste marxiste britannique particulièrement stimulante, appelle la « socialisation du marché »;
- développement de réseaux productifs et culturels basés sur la coopération décentralisée et gratuite, à l'image de la communauté du libre sur Internet (il s'agit là d'un outil majeur de construction d'une contre-culture, indispensable dans la guerre de positions)
- exercice d'une pression constante sur les institutions par des campagnes de mobilisation populaire, construites au sein des instances autonomes dont se dote le mouvement altermondialiste (cf. la proposition de l'écologiste britannique George Monbiot d'un Parlement mondial des citoyens, contre-pouvoir d'influence sur les institutions internationales, élu par les populations indépendamment des structures étatiques).

Conclusion : quel modèle de société alternative ?

Comme l'explique le sociologue nord-américain Erik Olin Wright, les sociétés modernes sont structurées autour de trois pôles fondamentaux: l'économie, l'État et la société civile. Dans le capitalisme, l'économie (le capital) exerce son hégémonie sur l'État et sur la société civile. Dans le « socialisme » bureaucratique l'État domine, absorbe même l'économie et la société civile. Dans le « socialisme civil », c'est la société civile qui assure son hégémonie sur l'économie et sur l'État. Le capitalisme recherche la marchandisation généralisée, le « socialisme » bureaucratique se fonde sur l'étatisation de la société, le socialisme civil peut être décrit comme une entreprise de civilisation. Il ne décrète pas l'abolition de l'État ou du marché, mais organise progressivement (et à très long terme) leur dépérissement par leur socialisation.

La stratégie ici ébauchée amène une remise en cause des institutions centrales du capitalisme : le despotisme du capital dans l'entreprise, la liberté (pour le capital) d'exploiter la main-d'œuvre par les outils du chômage et de la précarité, la liberté (toujours pour le capital) de circuler et de s'investir où il l'entend. Elle s'attaque donc aux rapports de propriété capitalistes eux-mêmes. Elle s'attaque tout autant aux mécanismes de la domination étatique, à l'accumulation privative de capital politique. C'est donc une stratégie révolutionnaire. Mais il s'agit aussi et d'abord d'une stratégie réformiste. Aucune des avancées démocratiques évoquées n'est par elle-même une rupture de l'ordre capitaliste. La démocratisation et la socialisation de l'économie résulteront d'abord d'une série d'avancées démocratiques partielles combinées qui sapent le pouvoir du capital. Grâce à ces avancées, la société civile fera son apprentissage collectif de la gestion de l'économie et de l'État. Jusqu'où le capitalisme pourra-t-il s'adapter ? Jusqu'où les élites économiques supporteront-elles de voir leur pouvoir désarticulé, encerclé, contrôlé de l'intérieur et de l'extérieur, du dessus et du dessous, par des mouvements sociaux et des acteurs politiques déterminés à faire valoir le principe démocratique dans toutes les sphères de la société ?

Il est bien trop tôt pour se poser ce genre de questions. C'est pourquoi le clivage traditionnel entre réformistes et révolutionnaires n'est pas vraiment opératoire dans la période actuelle. Personnellement, je pense que si le capital commence à perdre cette guerre de positions, il réagira violemment. Il faudra alors que la société tranche la question des droits à la propriété privée des grands moyens de production. La société civile pourra alors instaurer son hégémonie – celle de la démocratie - sur l'économie et sur l'État. Mais aujourd'hui le clivage pertinent à gauche est autre: aménager l'actuel ordre néo-libéral sans contester le pouvoir de la finance, ou bien viser de nouvelles avancées démocratiques, fondées sur la participation active des citoyens aux décisions qui les concernent dans tous les domaines ? Rénovation du néo-libéralisme ou extension de la démocratie ? Tel est le clivage de court et moyen terme. A long terme, si la transformation sociale s'approfondit, elle obligera probablement les sociétés à choisir entre capitalisme et démocratie. Comme vous le voyez, je crois comme vous à la vertu des utopies, mais des utopies réalistes, ancrées dans le mouvement réel des choses et dans la longue durée.